

# *15 septembre – 24 décembre : après les 100 jours, quel choix pour le Président de la République : l'Union Nationale ou le laxisme ambiant ?*

Publié à Brazzaville dans *Le Nouveau regard* N°74 du mercredi 16 décembre 2009  
*Le Réveil des Consciences* N°33 du 23 décembre 2009 au 04 janvier 2010  
*La Rue meurt* N°677 du lundi 28 décembre 2009

*« Le 100<sup>ème</sup> jour du gouvernement interviendra la veille de Noël. Quelle surprise contiendra la hotte du Président de la République ? L'Unité Nationale qui va nous conduire vers Congo na biso par la mise en place du marché intérieur ? Ou la continuité du laxisme ambiant ? »*



Le Mbuta Muntu, Bernard Kolélas, après tant de combats pour la démocratie et le développement de notre pays, s'en est allé rejoindre les Ancêtres au Pays Lemba, le Panthéon du Congo. Des couronnes d'olivier et de laurier lui ont été tressées par les dignitaires du régime PCT/RMP pour sa sagesse et sa contribution à la paix. Celui-là, très certainement en compagnie de son ami Marien Ngouabi qui l'a tant respecté pour son courage, sa pugnacité et son franc-parler, doit, sans aucun doute, deviser sur l'issue du « Chemin d'Avenir » dont l'objectif défini par le Président de la République est « *l'avènement du nouveau Congo* » ; mais peut-on continuellement faire du nouveau avec essentiellement de l'ancien ?

*« Mua yenda ndôlo, chiu mpe ni muna kua ka landa ka ! Nsamu mia nsi ni bue ba dia nseke ! »*

La construction de tous les pays résulte de l'action successive des hommes politiques gérant les affaires publiques selon un plan directeur plus ou moins immanent ; d'une génération à l'autre, et ainsi de suite. Chaque génération participe à l'œuvre en fonction des techniques et des idées du moment. Aujourd'hui, les Nouvelles Technologies de Communication et d'Information (NTIC) sont le fait de notre génération !

Depuis le premier Président, l'abbé Fulbert Youlou jusqu'à ses successeurs, Alphonse Massamba-Débat, Marien Ngouabi, Denis Sassou Nguesso, Jacques Joachim Yhombi Opango, Denis Sassou Nguesso, Pascal Lissouba et de nouveau Denis Sassou Nguesso, le Congo suit sa route, certes chaotique en cherchant son objectif : l'unité nationale en vue de la mise en place de notre marché intérieur. Ce marché intérieur impulsera l'interdépendance de toutes nos régions entre elles par leur production intérieure. Ainsi, les Congolaises et les Congolais d'une région quelconque de notre pays auront besoin des Congolais et des Congolaises d'autres régions en vue d'écouler ou de consommer leurs productions. Ce sentiment, cette indépendance, aura pour finalité l'acceptation d'appartenir à la même Nation. C'est cela la République instaurée le 28 Novembre 1958, Une et Indivisible, que tout Président de la République en sa qualité de chef de l'Etat est sensé incarner et dont le Président Sassou Nguesso connaît fort bien les limites quand il dit à propos de l'avènement du nouveau Congo auquel nous aspirons tous : « *sachez-le, (celui-ci)*



*dépend de votre engagement et de votre détermination à accompagner la mise en œuvre des ambitions révélées dans le Chemin d'Avenir »* ; mais encore faut-il que notre Peuple dispose de sa liberté d'action ! Aussi, il importe que cette route soit empruntée plutôt de gré que de force ; et ce chemin, c'est notre histoire commune. C'est l'histoire du Congo, de tout un Peuple depuis la pénétration dans nos contrées de nos cousins, les Peuples des Mers du Nord. Notre histoire est inscrite par le sang versé et par les différentes humiliations subies par nous tous. Cependant, cette histoire est notre chance et notre devenir pour sceller l'unité nationale dont le pays a besoin pour affronter les grands défis qui s'offrent à nous. C'est ainsi que s'inscrit dans la quasi-totalité des cas, l'histoire de toutes les nations du monde, les Etats-Unis d'Amérique avec sa guerre de sécession sont un exemple édifiant pour nous aider à nous dépasser.

Dans ce dépassement, la trajectoire personnelle, individuelle voire collective incarnée par nos hommes politiques récemment partis rejoindre le Pays Lemba, Ambroise Noumazalaye, Jean-Pierre Tchystère Tchicaya, André Milongo, Augustin Poignet, Ernest Nkombo, Bernard Kolélas et autres, doit nous aider à réaliser notre unité nationale par une POLITIQUE D'UNION de toutes les forces vives du Pays délaissant les calculs éphémères sans intérêt si ce n'est pratiquer la politique du « *diviser pour mieux régner* ». Celle-ci est néfaste pour tout le monde, tant pour ceux qui la diligentent que pour ceux qui la subissent.

C'est pourquoi, face à la pauvreté dans laquelle se retrouvent toutes les populations de nos régions et face à la crise financière internationale et la récession mondiale – contrairement à ce que l'on annonce ici et là sur les places boursières et les marchés financiers –, il semble que le Président de la République doit aller de lui-même au-delà pour unir toutes les intelligences et toutes les bonnes volontés pour qu'enfin la page de l'absurdité soit tournée. Il n'est pas trop tard ni honteux à prendre exemple sur ce qui a déjà fonctionné dans notre pays, par exemple la gouvernance de l'abbé Fulbert Youlou et Jacques Opangault. La détresse de nos populations dicte à tous les leaders politiques de saisir toute opportunité en vue d'engager le pays dans une unité viable pour son bien-être, et non pour les calculs politiques, de composer avec toutes les sensibilités politiques en vue de construire véritablement ensemble notre Pays.

L'unité des forces politiques démocrates et républicaines pour un développement perdurable qui intègre l'ensemble de toutes nos régions devient une nécessité. C'est ainsi qu'on doit lire le testament laissé par le Mbuta Muntu Bernard Kolélas, constituer une force politique qui transcende toutes les appartenances ethniques voire culturelles entre Bembé, Bédi, Dondo, Kamba, Kongo, Kouyou, Lari, Makoua, M'Bochi, N'Zabi, Téké, Vili, etc. pris alphabétiquement et sans préséance ou encore entre ceux de « Ta Milongo » et ceux « Ta Kolélas ». Les présidents Fulbert Youlou et Alphonse Massamba-Débat sont partis ; de même les Premiers ministres André Milongo et Bernard Kolélas. Ils veillent sur nous pour que leurs expériences catalysent notre Union Nationale. Que prenne fin une fois pour toutes, et pour toujours, ce qui nous oppose dans le détail primaire, pour ne voir que ce qui doit nous unir pour l'essentiel ; ainsi prendront fin, de manière irréversible, les chamailleries et les querelles inutiles qui nous ont tous fait tant de mal et qui ont entraîné le Pays dans l'abîme et le deuil. Je réitère mon Appel à toutes les forces de Progrès à nous dépasser pour constituer l'Union Nationale pour la République qui intégrera les valeurs incarnées par l'UDDIA-RDA, l'UDR-Mwinda et le MCDDI sans jamais que cela se fasse au détriment des autres, mais pour renforcer notre cohésion du pays. Ainsi se perpétue la tradition de **Ba dia nseke**. Là

sera la plate-forme politique pour créer notre marché intérieur et les Etats-Unis de l'Afrique Centrale ; une idée généreuse partagée par les pays voisins du Congo et déjà en discussion au niveau européen !

A propos des voisins, le projet que j'ai défendu à Pointe-Noire et à Brazzaville dans mes interventions publiques lors des conférences faites dans le cadre de la précampagne pour l'élection présidentielle de Juillet 2009, sur la construction du port de Pointe-Noire en eau profonde en concomitance avec le barrage de Sounda (barrage du Kouilou) et d'un CFCO adapté reliant Pointe-Noire à Dar-Es-Salaam, je note avec satisfaction qu'une partie de ces grands projets fait l'objet, tout au moins pour la région des Grands Lacs, d'un prêt africain émis par la Banque Africaine de Développement (BAD) de 3,5 milliards USD. Cela semble prouver que nous allons bien vers la création des Etats-Unis de l'Afrique Centrale.

Mais la question qui se pose est de savoir si cette banque exogène par rapport à chaque Etat africain dispose en propre actuellement de ce fond financier exprimé en monnaie étrangère, ou bien s'il ne s'agit que d'une ligne d'écriture créée *ex nihilo* pour les besoins de la cause dont les Etats membres devront prélever le montant sur le revenu annuel en devises, sustentant essentiellement les marchés étrangers ? Donc, tant que nous chiffrerons nos investissements en monnaie étrangère à notre Continent, tous nous serons dépendants d'autant que l'essentiel de la valeur ajoutée ne sert en rien à notre marché intérieur.

Que l'on me comprenne bien, il ne s'agit pas d'aller à l'encontre d'une politique de grands travaux, mais que celle-ci ne soit que la partie congrue du flux d'investissement nécessité par notre marché intérieur. Dit d'une autre façon, toute politique de grands travaux est subordonnée au marché intérieur qui doit primer et non l'inverse car tous nos revenus intérieurs sont la contrepartie de nos échanges internes !

La société française Total annonce l'augmentation de sa production pétrolière de 25% d'ici fin 2009. « *Les perspectives en matière de production pétrolière sont bonnes ; à la fin de cette année le Congo aura une production de l'ordre de 300 000 barils par jour* » a déclaré le directeur de Total Congo lequel parle bien de « *Congo* » et de personne d'autre, une société exploitante qui extrait presque les deux tiers de la production pétrolière du pays ; cette bonne nouvelle prouve que le Congo, avec ses 2,5 millions d'habitants, ne devrait en aucune façon éthyque subir la contrainte des Pays Pauvres Très Endettés !

Le Président de la République a donc tous les atouts financiers en mains pendant son nouveau mandat. Il nous faut lancer une réelle politique socio-économique offensive dont la première étape essentielle est la formation d'un vrai gouvernement d'unité nationale qui aura la charge de la mise en place de notre marché intérieur ; il n'y a pas d'autre voie possible pour que « *notre pays soit exempt de corruption, de concussion, de fraude, de détournement de deniers publics et d'autres actes tout autant répréhensibles que néfastes à l'accomplissement du bonheur collectif* ». Sinon, effectivement, « le Chemin d'Avenir » sera une désespérance pour ne pas dire, comme le disent déjà les Congolais, « *le Chemin d'Aventure !* »

L'Etat congolais dispose d'un revenu important qui est de l'ordre du tiers de la valeur pétrolière sur le marché international exprimée conventionnellement pour le moment en dollars US auquel s'ajoute bien entendu toutes les autres rentrées en devises provenant des autres exportations ; en aparté, notons que notre Assemblée Nationale prélève 2% pour la formation professionnelle sans que l'on sache si vraiment

cette manne financière va à la Jeunesse. Comme le reconnaît le directeur de Total Congo, le revenu du Congo en devises lui permet d'engager une véritable politique de développement du marché intérieur qui ne consiste pas à « poser la première pierre » mais à l'initialiser en concomitance avec une politique équilibrée des Grands Travaux où nos partenaires historiques seront aussi des bénéficiaires équitables !

Depuis toujours, je ne cesse d'expliquer la nécessité de la formation du gouvernement d'union nationale dans lequel toutes les sensibilités doivent se retrouver et se reconnaître. C'est la condition *sine qua non* de la paix sociale et de la participation de l'ensemble des forces vives à la renaissance du Nouveau Congo dans une Afrique Nouvelle. Il ne peut plus faire l'économie des autres compétences même si ces dernières sont extérieures à la mouvance PCT/RMP. Sans quoi les 90% de la population consolideraient l'idée qu'ils ne sont là que pour tenir la chandelle au Président, à sa famille et à son clan PCT/RMP pour se servir de la trésorerie du pays en laissant le reste de la population sur le bord du « Chemin d'Avenir ».

Après les cent jours de la curatelle, que faire ? Une idée claire détermine l'action à concrétiser. L'ancien président Jacques Joachim Yhombi Opango disait à bon escient « *qu'il ne faut pas rater le début* ». Cette interpellation avant la fin de ces cent jours ne devrait-elle pas conduire la classe politique à plus de circonspection pour prendre des décisions qui engagent l'Avenir de nous tous? « *Quels sont les premiers actes posés par le gouvernement depuis sa publication le 15 septembre, pour prendre le Chemin d'Avenir ?* » Tous expriment la continuité du laxisme ambiant, aucun ne favorise le Congo na biso !

Point n'est besoin de revenir sur l'insuffisance du gouvernement "curatellisé". Il est inutile d'y revenir, sauf qu'il est incompréhensible et inacceptable pour tout démocrate et républicain que l'on supprime sa liberté de mouvement et de sortie du Territoire, fussent-ils des ex-alliés-partenaires lorsqu'on sait qu'ils sont tous des membres du M22, parce que la raison avancée n'est nullement recevable ; et pour cause !

Il est à craindre que cela soit une arme psychologique afin d'amener "l'opposition institutionnalisée" à accepter un accord de gouvernement minimal au détriment des 90% de la population. Si tel est le cas, le « Chemin d'Avenir » se dirigera inexorablement vers l'île de Sainte-Hélène de célèbre mémoire. Dans ces conditions, est-il permis d'estimer que le Président de la République n'avait nullement l'intention de nommer un gouvernement de la République, mais simplement de récompenser son équipe de campagne et canaliser la réserve financière vers les paradis fiscaux pour se prémunir des aléas de l'avenir ? Si oui, on ne pourrait le comprendre quand il dit dans son serment d'Investiture : « *Ici, ce sont les gouvernants qui sont interpellés. Qu'il soit clair pour tous que le peuple ne veut pas et ne doit pas être conduit sur le "Chemin d'Avenir" par des dirigeants sans scrupule ni vertu. De même que le peuple ne veut plus et ne doit plus être mené par des hommes qui ne donnent pas le meilleur d'eux-mêmes pour le servir* ».

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas être grand clerc pour douter de la capacité du gouvernement des cent jours à tracer le vrai « Chemin d'Avenir » vers le Nouveau Congo. C'est pourquoi, compte tenu de la volonté affichée par le Peuple Congolais pour le CHANGEMENT, et par le Président Sassou Nguesso quand il énonce dans son discours de serment d'Investiture : « *Le septennat qui s'ouvre aujourd'hui, nous le plaçons sous le signe de la responsabilité partagée, de l'initiative accrue et de la gouvernance*



*par la preuve, tant les défis sont immenses et les enjeux considérables. Président du Congo et de tous les Congolais, je m'engage à ne laisser aucune bonne volonté au bord de la route ; je m'engage à ne laisser aucune énergie disponible en marge du Chemin d'Avenir. Dans une République unie, solidaire et fraternelle, comme celle que nous construisons ensemble, chacun est appelé à jouer sa partition, pour peu qu'elle contribue à la réalisation de l'harmonie et du progrès recherchés*», il est judicieux voire recommandé pour le Président de la République d'avoir dans sa hotte de Père Noël pour le Pays un vrai gouvernement avec un vrai Premier ministre qui soit issu de la majorité silencieuse car, quel que soit le régime de démocratie parlementaire ou présidentielle, c'est le Peuple Congolais qui est souverain. Même s'il dit NON, le président Sassou Nguesso ne devrait-il pas aller vers lui afin que ce qu'il énonce dans son serment d'Investiture « *Vivre ensemble, bâtir ensemble, dans la paix : c'est à ce prix que le Congo va gagner le pari de sa modernisation et de son industrialisation. Vivre ensemble, bâtir ensemble, dans la paix : telle est la condition sine qua non pour assurer la promotion et le renforcement de la démocratie, de l'Etat de droit, des libertés, de toutes les libertés. Telle est la condition pour consolider les acquis de l'indépendance nationale* » ne soit pris en défaut. Là, le Président de la République dépasserait les limites qui l'entravent et mettrait fin au laxisme ambiant. A moins qu'il soit institutionnel ou institutionnalisé !

C'est dans cette perspective que, pour le Président de la République et pour Peuple Congolais Souverain, il est plus que temps d'unir ce qui est éparé, c'est-à-dire les compétences extérieures et intérieures qui sont négligées, afin que le Nouveau Congo, le Congo na biso, naisse en favorisant toutes les éventualités possibles dans la gestion intérieure du Pays, et que de notre République du 28 Novembre 1958, Une et Indivisible née à Pointe-Noire, émerge la politique du Marché Intérieur et des Grands Travaux. Ne dit-on pas que la politique et la gouvernance ont en commun le compromis ? Celui-ci permettra à ce Projet, *le Nouveau Congo pour une Afrique Nouvelle*, de ne pas rester un vœu pieux en étant pris en charge par un gouvernement d'Union Nationale autour d'un Premier ministre ayant toute la latitude nécessaire pour engager l'action de renaissance du Pays fixée par le Président de la République. C'est à cette seule exigence que « *Moderniser le Congo, c'est améliorer sans cesse sa gouvernance et tous les instruments de sa puissance publique notamment la justice, la force publique et la diplomatie ; c'est rénover en profondeur l'administration publique, la décentraliser effectivement et au mieux afin qu'elle devienne le catalyseur du développement local* » aura un sens, car notre développement passe nécessairement par la mise en place de notre marché intérieur avec l'adage perdurable: produire et consommer localement!

Tout cela est de la stricte et seule volonté de Monsieur Sassou Nguesso quant à son ambition contrainte apparemment de présider encore notre République du Congo, le Président de tous les Congolais. Va-t-il faire siennes les paroles qu'il emprunte à Chateaubriand « *la liberté [est ce] sentiment des âmes élevées [qui] produit les grandes actions, crée les grandes patries et fonde les institutions durables* » ? Que la réponse vienne le jour de Noël au terme des cent jours de curatelle des institutions et "institutionnés" volontaires ou non car enfin il est plus qu'urgent qu'un Président quel qu'il soit pose la Vraie Pierre de Fondation, la Pierre d'Angle qui rendra souverain, stable et pérenne notre marché intérieur africain !

**Modeste BOUKADIA - Paris le 25 novembre 2009**

**Ancien candidat déclaré à la Présidence 2009 ;**

**Promoteur altruiste non commandité de l'abstention massive, citoyenne et responsable !**